

*Soviet Coexistence Strategy*, par ALFRED FERNBACH. Une brochure, 6 po. x 9, 63 pages. — PUBLIC AFFAIRS PRESS, Washington, D.C., 1960. (\$1)

Alice Poznanska

Volume 37, numéro 3, octobre–décembre 1961

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001752ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001752ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Poznanska, A. (1961). Compte rendu de [*Soviet Coexistence Strategy*, par ALFRED FERNBACH. Une brochure, 6 po. x 9, 63 pages. — PUBLIC AFFAIRS PRESS, Washington, D.C., 1960. (\$1)]. *L'Actualité économique*, 37(3), 575–577. <https://doi.org/10.7202/1001752ar>

## LES LIVRES

au chef d'entreprise de stimuler ses ventes («L'activation des ventes»); le chapitre IX, enfin, s'attache à un domaine qui revêt chaque jour plus d'importance: le service offert au client accessoirement à la vente («Le service»).

Une troisième partie, intitulée «Contrôle de l'activité commerciale», fait l'analyse critique du résultat des efforts de vente. Le contrôle quantitatif du résultat des ventes utilise des procédés comptables et statistiques d'analyse (chapitre X: «Statistique des ventes»). Le contrôle qualitatif de l'activité commerciale (chapitre XI: «Relations publiques commerciales») replace l'effort de vente dans son cadre social et guide l'entreprise dans ses contacts avec son milieu économique et humain. Cette troisième et dernière étape de la mission commerciale de l'entreprise est en même temps la première étape vers la préparation de nouvelles ventes. C'est en effet à ce stade que se prennent les décisions d'adaptation de l'entreprise à l'évolution du marché.

L'auteur a eu recours à la méthode des cas. Chaque chapitre est précédé de la présentation du cas d'une entreprise illustrant les développements théoriques du chapitre. C'est là un contact avec le concret, garantie contre la «divagation», mais aussi enrichissement de l'analyse.

Camille Martin

**Soviet Coexistence Strategy**, par ALFRED FERNBACH. Une brochure, 6 po. × 9, 63 pages. — PUBLIC AFFAIRS PRESS, Washington, D.C., 1960. (\$1).

C'est en 1954 que les représentants soviétiques ont à nouveau accepté de faire réellement partie de l'Organisation Internationale du Travail. Le fait est d'autant plus marquant et significatif qu'il survenait après trente-cinq ans d'abstention totale ou partielle, accompagnée fréquemment de violentes attaques et de critiques à l'égard de l'Organisation. Ce renversement d'attitude de la part de Moscou a été attribué surtout à la fin du stalinisme et au désir de se faire entendre des peuples asiatiques et africains. Les Russes l'ont expliqué par le désir de protéger plus directement les travailleurs occidentaux et par la nécessité d'introduire un courant d'air frais et sain dans l'atmosphère croupissante de l'Organisation Internationale du Travail.

Dans le domaine des réalisations immédiates, on a constaté surtout une consolidation du bloc des pays de l'Est autour des représentants soviétiques. Ceux-ci, désormais, agissent presque toujours de façon unanime, solidaire et très active. Cependant les délégations communistes ne comprennent pas de représentants d'employeurs indépendants, l'entreprise libre n'existant pas dans les régimes économiques qu'ils représentent. Dès lors, les autres membres de l'Organisation se sont fortement opposés à la présence de représentants qui ne sont, en définitive, que des fonctionnaires choisis et envoyés par leur gouvernement pour participer aux débats. Cette pratique est contraire aux principes mêmes de l'Organisation Internationale du Travail.

Alfred Fernbach décrit à ce propos les différentes pressions que les Soviétiques ont exercées pour faire accepter des délégués considérés comme l'équivalent des

employeurs occidentaux, ainsi que les objections soulevées par ces agissements. Toutefois, l'Organisation n'a pas été en mesure d'empêcher les participants indésirables de détenir leur statut de membres, ce qui a considérablement diminué, selon l'auteur, le rôle du groupe des employeurs, tout en constituant une consécration officielle du régime de l'industrie nationalisée et des économies mixtes. Sans doute, la solution adoptée obéit-elle au principe de l'universalisme, mais elle reste boiteuse et provoque de nombreuses critiques.

D'autre part, les activités de l'Organisation Internationale du Travail relatives à l'examen périodique de la situation économique des différents pays souffrent des interventions des Soviétiques. Ceux-ci en profitent pour vanter de façon exagérée la politique économique de Moscou. Alfred Fernbach constate que, fréquemment, les débats prennent de ce fait l'aspect d'un cours de propagande, ou d'un duel idéologique entre l'Est et l'Ouest. Il en résulte des situations assez paradoxales, au cours desquelles les ouvriers occidentaux se sentent obligés de défendre le patronat contre les attaques extrémistes de leurs collègues de derrière le rideau de fer. Les Soviétiques se plaignent, par contre, que la place réservée aux économies communistes ne soit pas suffisante, dans la majorité des débats; mais ils adoptent une attitude assez réticente à l'égard de tout ce qui concerne les programmes de l'aide technologique que prévoit l'Organisation Internationale du Travail.

L'auteur de l'ouvrage met également en évidence les attaques fréquentes des communistes, contre la mentalité des ouvriers occidentaux, lors des discussions sur les grands problèmes du monde du travail. Les communistes ne cessent en effet de souligner les défauts d'un capitalisme qui engendrerait le chômage — phénomène inexistant et inacceptable dans leurs propres pays, disent-ils —.

Sur le plan politique, le bloc soviétique souligne constamment son rôle de champion de la paix en proposant des résolutions diverses et en prolongeant ainsi inutilement les débats. Généralement, les interventions communistes, dans ce domaine, sont rejetées comme étrangères aux préoccupations de l'Organisation Internationale du Travail et ne relevant que de l'Organisation des Nations Unies.

Alfred Fernbach constate cependant que l'U.R.S.S. ne joue pas dans l'administration de l'Organisation Internationale du Travail un rôle très important, malgré les efforts de Moscou pour remédier à cet état de choses. La participation financière des membres du bloc soviétique se limite à 15 pour cent environ et sert de prétexte à des contrôles de comptes de l'Organisation de la part des représentants communistes.

L'auteur conclut que, jusqu'à présent, les Soviétiques n'ont pas réussi à provoquer de changements dans l'orientation générale de l'Organisation, ni de fissures dans sa politique intérieure et extérieure. Il semble également espérer qu'à l'avenir on saura préserver l'esprit de l'Organisation tout en lui permettant de servir d'organisme de conciliation et de coopération. Alfred Fernbach constate en outre que les représentants du bloc de l'Est sont d'excellents techniciens et que seules des différences fondamentales d'optique sont responsables de différends qui se produisent.

*Soviet Coexistence Strategy* est un ouvrage d'autant plus intéressant qu'il présente, en quelque sorte, un cas-type de ces conflits inévitables dans tout contact entre l'Est et l'Ouest, conflits qu'on s'efforce, tant bien que mal, de limiter pour permettre la coexistence pacifique.

Alice Poznanska

**Economic Aid to Underdeveloped Countries**, par F. BENHAM. Un vol., 5 po. × 7½, relié, 121 pages. — OXFORD UNIVERSITY PRESS, 1961. (\$2).

L'auteur établit comme critère du sous-développement le niveau du revenu *per capita*. Il constate alors que même parmi les nations les mieux favorisées, certaines peuvent être considérées comme sous-développées. Ainsi le Canada a-t-il des ressources immenses et une population faible de sorte que l'exploitation de ces ressources reste nettement « sous-développées ». Toutefois, le niveau de vie des Canadiens est l'un des plus élevés du monde.

Cependant, les phénomènes démographiques n'expliquent pas à eux seuls l'ensemble de la situation économique, souvent maintenue à un stade inférieur aux possibilités réelles du pays par suite de la mauvaise administration et de l'utilisation erronée du matériel technique et des capitaux disponibles.

Le professeur Benham constate, en outre, qu'un grand nombre d'opérations commerciales devraient figurer dans le relevé des sommes consacrées à l'assistance économique, tandis que beaucoup d'autres ne devraient pas s'y trouver. L'assistance que reçoivent les pays sous-développés est relativement faible par rapport à leurs besoins. Il faut remarquer ici que les États-Unis et l'U.R.S.S. favorisent fréquemment ceux des États qui représentent pour eux un intérêt militaire ou politique. Il est à signaler aussi que l'accélération du développement économique d'un pays ne dépend pas souvent du montant de l'aide accordée, mais bien plus de son aspect technique et de la capacité du peuple récipiendaire à en tirer un profit réel.

Dans le domaine du commerce international, la théorie qui consiste à affirmer que les échanges se font surtout entre les pays fournisseurs de matières premières et ceux qui fournissent les produits manufacturés est, selon l'auteur, parfaitement fausse. En effet, d'après les statistiques, la majorité des transactions s'effectuent entre les pays industrialisés. Pour aider les nations surtout exportatrices de matières premières, il est bien plus important de leur assurer la stabilité de prix appropriée, que d'élargir leurs marchés. Il est également urgent de favoriser les placements de capitaux privés dans ces pays en s'efforçant de leur garantir une sécurité raisonnable.

Le principe qui veut qu'un pays riche se doive d'aider un pays pauvre est pleinement acceptable, à condition que les sommes allouées ne servent pas en définitive à favoriser la corruption de gouvernements incompétents. La lutte contre le communisme ne justifie pas le gaspillage de fonds qui pourraient être utilisés avec infiniment plus de profit si l'on contrôlait intelligemment leur affectation. Il n'est pas vrai que la pauvreté provoque l'éclosion du communisme. Avant la dernière guerre, en effet, la misère de nombreux pays européens ne les